

budget de ces trois services, comparativement à leurs besoins.

Cependant, l'éducation, ou mieux l'instruction devrait être partout répandue et ceux qui la donnent mieux rétribués.

L'agriculture a besoin d'encouragements, et les industries qui en découlent méritent d'être stimulées. Il s'est fait des progrès sérieux dans le passé, grâce à l'initiative gouvernementale ; il en reste encore de grands à accomplir qui ne peuvent l'être que si le gouvernement vote les sommes nécessaires, c'est-à-dire un budget de dépenses suffisant pour réaliser les espérances des classes agricoles. Plus tôt elles le seront et plus tôt aussi nos campagnes connaîtront le bien-être et la prospérité. L'initiative privée ne peut pas tout et le devoir du gouvernement est de lui venir en aide.

La colonisation mérite également la sollicitude du gouvernement et toute dépense pour repeupler les centres plus ou moins désertés depuis quelques années et pour peupler les riches parties de la province qui n'ont pas encore été habitées est une dépense utile et nécessaire.

Il n'est donc pas étonnant que le discours du budget fasse mention de la multiplicité des demandes pour les fins de l'éducation, de l'agriculture et de la colonisation, puisque ces demandes répondent à une nécessité de temps et de lieu.

Une dépense nécessaire ne peut être indéfiniment ajournée, il arrive un moment où forcément il faut y faire face.

Actuellement, les revenus, d'après le Trésorier provincial, sont insuffisants pour faire face à ces dépenses nécessaires et puisque le gouvernement ne veut pas créer de taxes nouvelles il pourra rester longtemps dans la même situation.

A moins toutefois qu'il ne décide de recourir aux emprunts. Mais emprunter quand déjà les intérêts

et charges de la dette publique enlèvent plus du tiers du revenu de la Province serait empirer le mal dont souffre le Trésor. Il faudrait ajouter aux \$1,570,411.54 nécessaires pour acquitter les intérêts et autres déboursés des emprunts antérieurs.

Les dépenses augmenteraient sans que les revenus changent, ce qui n'est pas un moyen d'améliorer la situation puisque déjà le budget se solde par un excédent de dépenses sur les recettes.

Le Trésorier annonce qu'avec le temps il pourra parvenir à rétablir "l'équilibre financier."

S'il a déjà réalisé toutes les économies compatibles avec une bonne administration, si les dépenses obligées augmentent par la force même des choses, comment y parviendra-t-il sans créer de nouveaux revenus?

Or, ces nouveaux revenus ne peuvent provenir que de nouvelles taxes et le gouvernement au pouvoir s'est engagé à s'en passer.

Aussi, l'Hon. M. Marchand n'ose-t-il trop s'avancer dans ses promesses d'équilibre budgétaire pour l'année 1899-1900.

Si même nous prenons les chiffres que nous avons sous les yeux pour réels, nous voyons un déficit de \$419,669.01 comme suit :

Revenus de toutes provenances,
\$4,204,899.42.

Dépenses :

Ordinaires et extraor-		
dinaires.....	\$4,177,755.97	
A compte du capital..	446,812.46	4,624,568.43

\$419,619.01

En outre, dans les dépenses ne figurent pas les subsides non encore acquis mais qui pourront l'être dans le cours de l'exercice pour construction de chemins de fer. La province est responsable pour \$900,000 de ces subsides non encore acquis.

Nous ne faisons pas ici le procès du budget établi par l'Hon. M. Marchand. Nous n'avons d'ailleurs